



## ACTUALITES EN BREF DU MARDI

- Lors d'une conférence historique, Ban plaide en faveur d'un traité multilatéral sur le commerce des armes
- Ban salue l'accord du Groupe d'action pour la Syrie et demande la mise en œuvre des engagements
- L'UNESCO prié de créer un fonds spécial pour aider à la conservation du patrimoine culturel malien
- Ban Ki-moon demande l'abolition universelle de la peine de mort
- Un expert de l'ONU rappelle la responsabilité des États dans la lutte contre le racisme
- OMPI : la Suisse conserve la tête du classement mondial dans le domaine de l'innovation
- L'ONU condamne des attaques terroristes à Diwaniyah et Karbala en Iraq
- L'acteur Jackie Chan en visite au Myanmar pour lutter contre la traite des enfants avec l'UNICEF
- La Somalie s'engage à ne plus utiliser d'enfants soldats avec le soutien de l'ONU

## Lors d'une conférence historique, Ban plaide en faveur d'un traité multilatéral sur le commerce des armes



Armes légères et de petit calibre collectées dans le cadre d'un processus de désarmement de l'ONU.

**3 juillet** - À l'occasion d'un rassemblement sans précédent, le Secrétaire général Ban Ki-moon a exhorté mardi les États Membres à élaborer un traité afin de réglementer le commerce des armes, soulignant qu'il était grand temps de se doter de normes pertinentes.

« Nous avons fait des progrès considérables dans le domaine des armes de destruction massive, mais la communauté internationale n'a pas su maintenir le même élan s'agissant des armes classiques », a déclaré M. Ban aux États Membres à l'ouverture de la toute première Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes.

« Certes, les questions nucléaires font toujours la une des journaux, mais les armes classiques tuent tous les jours », a-t-il fait observer, avant de préciser que les transferts d'armes classiques mal réglementés alimentent les conflits civils, déstabilisent des régions entières et consolident les réseaux criminels et les groupes terroristes.

En Afrique, entre 1990 et 2005, 33 pays ont perdu quelque 284 milliards de dollars à cause de conflits alimentés par des transferts d'armes et de munitions, dont 95% viennent de l'extérieur du continent. Et actuellement, le coût de 60 années de maintien de la paix de l'ONU est moindre que celui de six semaines de dépenses militaires, a indiqué le Secrétaire général.

En l'absence de normes communes et strictes pour guider les décisions nationales sur le transfert des armes, il est très aisé d'utiliser de telles armes pour commettre des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et de détourner ces armes vers les marchés illicites, souligne le site Internet de la Conférence, dont l'objectif est d'élaborer un instrument juridiquement contraignant.

« La mauvaise réglementation du commerce des armes classiques est un obstacle notable à tout ce que nous faisons, dont le moindre n'est pas l'accès humanitaire », a déploré Ban Ki-moon. Une série de normes agréées sur l'exportation des armes,



conjuguée à des législations nationales strictes, « peuvent changer tout et plus encore ».

M. Ban en a convenu : « la tâche est extrêmement complexe car le commerce des armes est au cœur des intérêts nationaux ». Les préoccupations sont légitimes et les points de vue diversifiés, a-t-il poursuivi. Vous devez, a-t-il dit en s'adressant aux États, vous accorder sur des « critères robustes » et faire en sorte que le Traité couvre tout l'éventail des armes et des activités pour combler les vides juridiques existants.

« Notre objectif commun est clair » : un traité pour le commerce des armes juridiquement contraignant qui aurait un véritable impact sur la vie de ces millions de gens qui souffrent des conséquences des conflits, de la répression et de la violence armées. « C'est ambitieux mais réalisable », a encouragé le Secrétaire général.

La Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes est la plus importante initiative jamais organisée dans le domaine du contrôle des armes. Elle poursuivra ses travaux jusqu'au 27 juillet. Quelque 2.000 représentants d'États Membres, d'organisations internationales et régionales et de la société civile participent à cet événement, qui débutera ses travaux par un segment de haut niveau de deux jours.

En février dernier, les chefs de plusieurs agences des Nations Unies – notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) – avaient plaidé en faveur de la création d'un tel traité.

## Ban salue l'accord du Groupe d'action pour la Syrie et demande la mise en œuvre des engagements



Le Secrétaire général Ban Ki-moon, L'Envoyé spécial conjoint Kofi Annan, le Général Robert Mood et le Ministre des affaires étrangères Sergey Lavrov.

**3 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a salué mardi l'accord auquel est parvenu le Groupe d'action pour la Syrie, ainsi que la détermination exprimée par les participants à travailler ensemble pour résoudre la crise syrienne.

« Il s'agit, entre autres, de la proposition d'établir un organe gouvernemental de transition, doté des pleins pouvoirs exécutifs, comme partie des principes et règles agréés pour une transition politique menée par la Syrie elle-même et qui répondrait aux aspirations légitimes du peuple syrien », a indiqué le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Le Groupe d'action, qui comprend les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni, les États-Unis et la France, ainsi que la Turquie et l'Union européenne, s'est réuni pour la première fois samedi pour conclure un accord sur les perspectives d'une transition politique en Syrie.

« Le Gouvernement et toutes les parties sur le terrain doivent tenir compte des appels lancés par la communauté internationale pour qu'ils coopèrent véritablement avec l'Envoyé spécial conjoint, cessent toute violence et renouvellent leur engagement en faveur du plan en six points dans son ensemble. Le peuple syrien et la région ne peuvent se permettre d'autres atrocités, d'autres souffrances et un autre chaos », a souligné le porte-parole.

Le Secrétaire général a fait part de son espoir que la réunion entre la Ligue des États arabes et l'opposition syrienne, qui a lieu aujourd'hui et mercredi au Caire, contribuera aux efforts de l'Envoyé spécial conjoint et de la communauté internationale visant à préparer une vraie transition en Syrie.

« Il est important que l'opposition syrienne renforce sa cohésion et désigne des interlocuteurs effectifs », a précisé le porte-parole de M. Ban.

Selon les estimations de l'ONU, plus de 10.000 personnes, dont des civils pour la plupart, ont perdu la vie depuis le début de l'insurrection contre le régime du Président Bachar Al-Assad il y a 16 mois.

Le Secrétaire général exhorte les parties à cesser immédiatement la violence et à permettre aux agents humanitaires de venir en aide à tous ceux qui ont besoin d'une assistance immédiate.

## L'UNESCO prié de créer un fonds spécial pour aider à la conservation du patrimoine culturel malien



La cité de Tombouctou, dans le nord du Mali.

**3 juillet** - Le Comité du patrimoine mondial a condamné le 2 juillet la destruction des sites du patrimoine mondial au Mali et adopté des mesures visant à aider le pays à protéger son patrimoine. Ces destructions sont à mettre au compte du groupe islamiste radical Ansar Eddine, qui contrôle la ville de Tombouctou.

Dans sa décision, le Comité, composé de 21 membres et en charge de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, a appelé la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, à créer « un fonds spécial pour aider le Mali à la conservation de son patrimoine culturel ».

Le Comité a également appelé tous les États membres de l'UNESCO, l'Organisation islamique internationale pour l'éducation, la culture et la science (ISESCO) et l'Organisation de la coopération islamique (OIC) à alimenter ce fonds.

La décision condamne vigoureusement les actes de destruction des mausolées à Tombouctou, un site du patrimoine mondial, et appelle à mettre fin à ces « actes répugnants ».

Le texte de la décision demande aussi à la Directrice générale de l'UNESCO de dépêcher « dès que possible » une mission au Mali afin d'évaluer, en concertation avec les autorités nationales et locales, l'étendue des dommages et de définir les besoins urgents en termes de conservation.

Le Comité du patrimoine mondial a également reconnu les actions déjà entreprises pour aider le Mali à préserver son patrimoine, notamment l'envoi par la Directrice générale d'une mission au mois de mai, ainsi que les efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les pays de la région.

Le Mali a récemment pris des mesures pour accéder au Second protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1999 qui, entre autres textes, sanctionne la destruction intentionnelle du patrimoine culturel.

## Ban Ki-moon demande l'abolition universelle de la peine de mort



**3 juillet** - Le Secrétaire général de l'ONU a lancé mardi un appel aux États membres chez lesquels la peine de mort est encore en vigueur à abolir cette pratique, soulignant que « le droit à la vie est le plus fondamental de tous les droits de l'homme ».

« Prendre une vie est un geste trop absolu, trop irréversible, pour qu'un être humain l'inflige à un autre, même secondé par un processus juridique », a déclaré Ban Ki-moon devant un groupe d'experts internationaux réunis à New York à l'initiative du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

« Lorsque la peine de mort persiste, les conditions de vie de ceux qui attendent leur exécution sont souvent horribles et ne font qu'aggraver leurs souffrances », a-t-il ajouté.

En 2007, l'Assemblée générale a lancé un appel à un moratoire mondial sur la peine de mort. Depuis, cette pratique a été abolie par des pays comme le Burundi, le Gabon, le Togo et l'Ouzbékistan. Plus de 150 États Membres ont aboli la peine de mort ou n'y recourent plus.

Toutefois, a noté le Secrétaire général, la peine capitale est toujours d'actualité dans d'autres pays. Il a en particulier exprimé sa préoccupation devant le fait que 32 États l'appliquent pour des affaires de trafics de stupéfiants ou la requièrent pour des mineurs.

« Je suis très préoccupé par le fait que certains pays continuent de condamner à mort et d'exécuter des délinquants juvéniles âgés de moins de 18 ans au moment des faits », a lancé M. Ban, pour qui l'appel de l'Assemblée générale est une étape déterminante dans la progression naturelle vers une abolition universelle de la peine de mort.

De son côté, la Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, soutient ce même appel, invoquant des raisons aussi diverses que le droit fondamental à la vie et la possibilité d'erreurs judiciaires.

En outre, la note d'orientation de M. Ban en date de 2008 sur l'approche à privilégier dans l'assistance en matière d'état de droit indique que les Nations Unies n'établiront pas ni ne seront associées à des tribunaux ou juridictions appliquant la peine de mort.

## Un expert de l'ONU rappelle la responsabilité des États dans la lutte contre le racisme



Mutuma Ruteere, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

**3 juillet** - Lors d'un dialogue interactif mardi au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Mutuma Ruteere, a déclaré que la lutte contre le racisme impose la remise en question d'attitudes et de stéréotypes racistes, en particulier par l'adoption de mesures de prévention.

La prévention et la lutte contre le racisme est d'abord une responsabilité des États, a insisté le Rapporteur spécial, et la participation des groupes marginalisés dans la vie publique et politique est cruciale. Le Rapporteur spécial a par ailleurs présenté une étude sur les menaces que font peser les partis politiques extrémistes sur les droits de l'homme et la démocratie, ainsi que sur l'utilisation d'Internet et des médias sociaux par les partis et groupes extrémistes.

« Les partis politiques et mouvements extrémistes restent un défi considérable, notamment dans le contexte de la crise économique et financière actuelle. Des groupes vulnérables ont été accusés d'être responsables de la hausse du chômage et de l'endettement des États et de menacer la qualité de vie de la majorité de la population par les partis politiques extrémistes », a expliqué M. Ruteere au Conseil des droits de l'homme à Genève.

« Je suis particulièrement préoccupé par l'adoption d'un discours ouvertement raciste, xénophobe et nationaliste par des partis politiques traditionnels. À cause de leur autorité morale aux yeux d'une grande partie de la population, les dirigeants des partis politiques devraient s'abstenir de tels discours et condamner plutôt fermement les messages qui propagent la haine et incitent à la discrimination raciale et la xénophobie », a-t-il ajouté.

Le Rapporteur spécial a mis en garde contre le fait que l'impunité pour des crimes racistes et xénophobes encourage la multiplication de tels crimes. Il a appelé les États à ouvrir immédiatement des enquêtes indépendantes sur de tels crimes afin d'assurer que les responsables soient sanctionnés et que les victimes aient accès à une réparation.

## OMPI : la Suisse conserve la tête du classement mondial dans le domaine de l'innovation



Le Directeur général de l'OMPI, Francis Gurry. Photo: OMPI/Berrod Emmanuel

**3 juillet** - Pour la deuxième année consécutive, la Suisse, la Suède et Singapour enregistrent les meilleurs résultats au monde en matière d'innovation, comme le révèle l'indice mondial 2012 de l'innovation (GII), une étude qui s'intéresse au renforcement des liens dans le processus d'innovation pour la croissance mondiale.

Cette étude est publiée chaque année par l'INSEAD, école de commerce internationale de premier plan et par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), institution spécialisée des Nations Unies.

Le rapport établit le classement de 141 pays ou économies en termes de capacités d'innovation et de résultats. Il montre que l'évolution de l'innovation continue d'être influencée par l'apparition de nouveaux innovateurs, comme le prouvent les résultats des vingt premiers pays au classement, répartis sur plusieurs continents, et ceux de pays émergents comme la Lettonie, la Malaisie, la Chine, le Monténégro, la Serbie, la République de Moldova, la Jordanie, l'Ukraine, l'Inde, la Mongolie, l'Arménie, la Géorgie, la Namibie, le Viet Nam, le Swaziland, le Paraguay, le Ghana, le Sénégal et les pays à faible revenus que sont le Kenya et le Zimbabwe.

« En cette période de crise, le GII nous rappelle le rôle essentiel que jouent les politiques en faveur de l'innovation dans le débat sur la relance d'une croissance économique durable », a déclaré Francis Gurry, le Directeur général de l'OMPI.

« Il faut résister à la pression à la baisse qu'exerce la crise actuelle sur l'investissement dans le domaine de l'innovation. Dans le cas contraire, les capacités de production de nos pays risquent de subir des dommages durables. Le moment est venu de mettre en œuvre des politiques tournées vers l'avenir qui jetteront les bases de la prospérité », a-t-il ajouté.

Au classement global, la liste des 10 premiers pays selon le GII a peu changé depuis l'année dernière. La Suisse, la Suède et Singapour sont suivis dans ce classement par la Finlande, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, Hong Kong (Chine), l'Irlande et les États-Unis.

Le Canada est le seul pays à ne plus figurer au classement des 10 pays les plus innovants cette année, ce qui reflète un affaiblissement des principaux moyens dont il dispose pour l'innovation et des principaux résultats obtenus.

Le rapport indique que les États-Unis restent des leaders en matière d'innovation, mais il fait état de quelques lacunes dans des domaines tels que l'enseignement, les ressources humaines et les résultats de l'innovation, qui expliquent leur baisse dans le classement.

Le rapport a bénéficié de la contribution des experts partenaires que sont Alcatel-Lucent, Booz & Company et la Confédération de l'industrie indienne (CII), ainsi que de celle d'un comité consultatif composé de onze experts internationaux.

## L'ONU condamne des attaques terroristes à Diwaniyah et Karbala en Iraq



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Martin Kobler. Photo ONU/Rick Bajornas

**3 juillet** - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Martin Kobler, a exprimé mardi son indignation concernant des attaques terroristes perpétrées dans les villes de Diwaniyah et Karbala et qui ont tué et blessé des dizaines de personnes.

« Je suis profondément choqué et consterné par les attaques ignobles perpétrées contre des civils et des pèlerins en Iraq et par les souffrances infligées au peuple iraquien par ceux qui souhaitent faire dérailler les efforts déployés en faveur de la stabilité et de la prospérité », a déclaré M. Kobler dans un communiqué de presse.

Selon la presse, au moins 25 personnes ont été tuées et plus de 40 autres blessées lors de l'explosion d'une bombe dissimulée dans un camion garé dans un marché de la ville de Diwaniyah. Quatre autres ont trouvé la mort dans deux attaques à la bombe contre des pèlerins dans le centre-ville de Karbala, qui accueille cette semaine des centaines de milliers de pèlerins chiites à l'occasion d'une cérémonie religieuse.

M. Kobler a présenté ses condoléances aux familles des victimes et souhaité une convalescence rapide aux blessés.

## L'acteur Jackie Chan en visite au Myanmar pour lutter contre la traite des enfants avec l'UNICEF



L'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF, Jackie Chan.

**3 juillet** - La vedette de cinéma chinoise et Ambassadeur de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Jackie Chan, est actuellement au Myanmar pour aider l'ONU à lutter contre la traite des enfants dans ce pays d'Asie du sud-est.

« La traite et l'exploitation des enfants sont des crimes ignobles. Ils laissent des blessures à vie et dérobent leur enfance aux victimes. Les enfants ne sont pas à vendre. Nous devons travailler avec acharnement pour éradiquer ces pratiques criminelles et néfastes pour le bien-être des enfants », a déclaré M. Chan dans un communiqué de presse.

Lors de sa visite de trois jours dans le pays, M. Chan se rendra dans un centre de formation professionnel pour des enfants victimes de la traite qui ont pu retourner dans leurs foyers mais ont besoin d'un suivi et d'un soutien spécialisés.

L'acteur visitera également le site de plusieurs projets de l'UNICEF qui visent à soutenir les enfants à risque, dont les orphelins et les enfants sans-abri. Selon l'UNICEF, près de 1,2 million d'enfants sont victimes de la traite chaque année dans le monde. La traite des enfants est un commerce illicite de plusieurs millions de dollars qui expose les enfants aux risques d'exploitation, de violences physiques et sexuelles et de traumatismes graves.

La traite est également liée au phénomène de la migration. Des dizaines de millions de personnes se déplacent pour chercher du travail dans leur pays ou à l'étranger. Loin de leur foyers et du soutien familial, les enfants sont plus exposés aux risques de la traite.

Lors de sa visite au Myanmar, M. Chan rencontrera le Ministre des affaires sociales et des membres de l'unité de police spécialisée dans la lutte contre la traite.

« Il est très important que les jeunes sachent comment se protéger. De simples précautions, comme ne pas faire confiance à quelqu'un qui promet un emploi de rêve à l'étranger, ne jamais se rendre seul dans des lieux inconnus, connaître le nom de ses parents et son propre nom et âge et savoir donner son adresse ou lieu de résidence, peuvent aider les enfants à se protéger contre des malfaiteurs et réseaux de traite », a expliqué M. Chan.

## La Somalie s'engage à ne plus utiliser d'enfants soldats avec le soutien de l'ONU



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Augustine Mahiga.

**3 juillet** - Lors d'une réunion soutenue par les Nations Unies en Italie, le gouvernement fédéral de transition de la Somalie a signé mardi un plan d'action pour mettre fin au recrutement d'enfants soldats dans les rangs des forces armées nationales de ce pays.

« La signature du plan d'action marque une étape importante dans la professionnalisation des forces de sécurité, ce qui contribuera de façon positive au processus de stabilisation de la Somalie », s'est félicité le Représentant spécial du Secrétaire général pour ce pays, Augustine Mahiga, dans un communiqué de presse.

Le plan d'action qui a été signé lors d'une réunion du Groupe de contact international pour la Somalie à Rome, qui regroupe l'ONU et ses partenaires diplomatiques, présente les démarches concrètes que devra effectuer le gouvernement somalien pour veiller à ce qu'il n'y ait plus d'enfants dans les rangs de son armée.

« J'exhorte les gouvernements ici présents à apporter le soutien financier nécessaire pour démobiliser et réintégrer ces enfants », a déclaré M. Mahiga.

Le plan a été signé par le Ministre de la défense et Vice-premier Ministre de la Somalie, Hussein Arab Isse et par M. Mahiga, a précisé le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie.

Selon ce plan, le gouvernement somalien s'engage à mettre fin au recrutement des enfants, à réintégrer les enfants démobilisés, à élaborer une loi pour pénaliser le recrutement d'enfants et à accorder un accès sans entraves aux installations militaires à l'ONU en vue d'y vérifier l'absence d'enfants.

« Je suis encouragée par l'engagement du gouvernement somalien à protéger les enfants. La Somalie doit désormais ratifier la Convention sur les droits des enfants et ses protocoles facultatifs », a souligné de son côté la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Radhika Coomaraswamy.